

page 5 éditorial

PRE

Redéploiement et re-hiérarchisation des puissances, crise d'un multilatéralisme qu'on a cru à la fois neuf et décisif pendant trois décennies, pandémie confrontant unilatéralismes nationaux et efficacités transnationales, chocs multiples de l'année – retrait d'Afghanistan, incertitudes au Sahel, irruption de l'AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis) en Pacifique... Tout pousse à s'interroger sur les visions, les objectifs, les moyens de la politique étrangère pour tous les grands acteurs de l'international, et spécifiquement pour la France.

Ce numéro exceptionnel de *Politique étrangère* ouvre une réflexion sur la politique étrangère de la France à plusieurs niveaux. Et d'abord à un niveau global, historique et géographique. Relativement constante dans ses choix fondamentaux depuis des décennies, la politique extérieure de la France doit-elle s'adapter à des temps nouveaux : nouveaux parce que le monde de la deuxième décennie du siècle est fort différent de celui que nous avons rêvé à l'issue de la guerre froide, nouveaux parce que son propre personnage d'acteur a changé ? Si la France d'aujourd'hui n'est plus la France du début de la IV^e République, peut-elle garder les mêmes références pour son action extérieure, prétendre agir dans une géographie constante, où le traditionnel vertige de la « puissance globale » tient une si grande place ? Autrement dit, faut-il hiérarchiser de manière neuve les objectifs et les espaces des stratégies françaises ? Étant entendu que la réponse à cette question dépend de la vision du monde que nous privilégions sur plusieurs décennies et de la place que nous entendons y occuper, dans le maelström des logiques de confrontation, des systèmes de coopération, des évolutions technologiques, des enjeux environnementaux...

L'un des enjeux de cette révision de nos nécessaires rapports avec l'ensemble de nos environnements est de toute évidence le bilan de trente années d'interventions extérieures occidentales. À cet égard, le piteux retrait d'Afghanistan marque sans doute la fin d'un cycle historique durant lequel, sur divers arguments – humanitaires, de lutte contre le terrorisme, d'extension de la démocratie...–, Paris, aux côtés de ses alliés occidentaux, a concrétisé en interventions militaires répétées sa traditionnelle extraversion diplomatique.

* * *

Il n'existe guère de dissensus autour de la priorité que constitue pour notre diplomatie la construction européenne. Encore faut-il s'accorder sur la nature de l'Europe que nous entendons édifier. La sortie d'une pandémie qui n'est, au vrai, que la dernière en date des crises auxquelles a dû

se confronter l'Union européenne depuis le début de ce siècle, ravive les termes du débat. La crise du Covid-19 a-t-elle généré un glissement « fédéralisant » irréversible, ou ne fut-elle qu'un moment fugace d'unité de sauvegarde, balayé par une logique têtue de re-nationalisation des politiques européennes ?

L'année 2022 sera capitale : elle devrait rendre plus nette la marche européenne. Retrouvera-t-on le chemin de la croissance grâce à de nouvelles logiques budgétaires ? L'UE se donnera-t-elle les moyens de long terme de maîtriser les transitions numérique et climatique ? Les institutions européennes devront-elles changer, ou simplement adapter leur fonctionnement ? L'Europe assurera-t-elle davantage par elle-même sa sécurité, cette dernière apparaissant de plus en plus mise en cause, de plus en plus près de nous ? Et dans ce contexte, que dira, que fera la France ? Comment marquera-t-elle son semestre de présidence européenne ? Paris pourra-t-il provisoirement oublier ses traditionnels et grandioses plans d'avenir, au profit d'avancées plus pragmatiques souhaitées par les partenaires dont il a besoin en Europe ?

* * *

Le Sahel : espace proche et devenu majeur pour notre politique étrangère et de sécurité. On fait ici le choix d'aborder les problèmes stratégiques qu'il nous pose à partir de ses dynamiques propres, délaissant d'interminables débats sur les stratégies militaires. L'aire sahélo-saharienne ne résume-t-elle pas, de fait, les difficultés fondamentales qu'a l'Occident à intervenir – politiquement, économiquement, militairement – dans des espaces qu'il imagine à sa ressemblance, ou qu'il entend modeler selon ses normes ?

Tous les Occidentaux pensent la vie des peuples, la survie des nations, à travers l'affirmation de l'État – et au premier chef la France. Mais pour nécessaires qu'ils soient au développement des services publics – sécurité, éducation, approvisionnements...-, les États du Sahel n'entretiennent pas avec leurs sociétés respectives les rapports qui nous sont familiers. Ils sont souvent vus comme un héritage de la colonisation ; leurs normes s'appliquent mal à la nature composite des sociétés – et en particulier aux logiques du pastoralisme ; les recettes de réforme des secteurs de la sécurité correspondent mal à la diversité des entités et problèmes à traiter ; les exigences démocratiques qui conditionnent notre soutien à ces États véhiculent des normes morales qui peuvent choquer des sociétés traditionnelles, et renforcer leurs réflexes de repli ; et les sociétés de l'espace

sahélo-saharien sont elles-mêmes très diverses, mettant en œuvre à travers leurs institutions publiques des réponses contradictoires face à un même problème, par exemple l'émergence de l'orpaillage dans la région.

La lente clôture du temps des interventions occidentales de bonne conscience devrait ainsi conduire non à un frileux retrait sur d'étroits pré-carrés – le lien entre les deux rives de la Méditerranée est vital, à de multiples égards et pour tous –, mais à repenser nos solidarités, nos interactions à partir de la réalité même des espaces humains que nous prétendons aider. Réaffirmer le lien insécable avec notre environnement sud et, en même temps, redéfinir les modalités de nos solidarités à partir des réalités de terrain : le programme est exigeant pour la politique étrangère française et pourrait toucher, au-delà du Sahel, toute notre politique africaine.

* * *

On revient enfin dans ce numéro de *Politique étrangère* sur deux questions majeures proposées par la riche actualité internationale de 2021. Quel destin pour un Afghanistan contrôlé par les talibans ? Crise économique et humanitaire, menace rampante de Daech, non-reconnaissance par la communauté internationale... Quel sera l'avenir d'un régime où les promesses d'ouverture ont déjà fait long feu ?

Au centre de l'Europe, la Pologne revient au premier plan avec la crise migratoire de la frontière biélorusse. Mais c'est l'évolution interne du régime polonais qui provoque les réactions de Bruxelles. La dérive autoritaire – sous le signe du *the winner* (des élections) *takes all* – est peu contestable. Elle pourrait pourtant se heurter aux évolutions internes de la société polonaise, et tout simplement à d'autres élections...

Preuve, parmi tant d'autres, que l'histoire demeure faite par les hommes, à charge pour eux de tenter de penser l'histoire qu'ils font : « Nous n'avons pas voulu conduire les événements » disait Chateaubriand, « nous serons conduits par eux ».

